



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FSU 91 AU CSA-SD DU JEUDI 26 JANVIER 2023

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

La Première Ministre a annoncé ce 10 janvier 2023 le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans avec une accélération importante de l'augmentation de la durée de cotisation. Ces mesures sont brutales et injustes. Rien ne justifie une telle réforme si ce n'est une obstination politique et idéologique, celle de faire porter uniquement sur les salariés, et non sur les plus riches, le financement de notre système de retraites. De nombreuses pistes porteuses de progrès social existent, fin des allègements de cotisations sociales sans effet sur l'emploi, fin des cadeaux fiscaux aux plus riches, augmentation des cotisations retraite des salariés et des employeurs, amélioration du taux d'emploi des seniors... Toutes balayées par le Gouvernement arc-bouté sur le recul de l'âge légal de départ. Par conséquent, les personnels, après avoir subi une baisse du pouvoir d'achat de 30 % ces trois dernières décennies, après avoir vu se dégrader considérablement leurs conditions de travail se voient obligés de travailler deux ans de plus, et beaucoup seront obligés de travailler jusqu'à 67 ans s'ils veulent éviter une décote !! Vous avez bien entendu, 67 ans alors que tous les dispositifs d'accompagnement des fins de carrière ont été supprimés depuis bien longtemps comme la Cessation Progressive d'Activité en 2003 ! Décidemment, si on voulait repousser les vocations pour entrer dans l'Éducation nationale, on ne s'y prendrait pas autrement !! Si on voulait affaiblir voire casser le Service Public d'Éducation, on ne s'y prendrait pas autrement !! Le mépris continue encore et encore.

Les premières réunions au ministère de l'Éducation sur le pacte confirment ce que nous venons de dire et tout ce que nous dénonçons : revalorisation de missions annexes, attaques sur le statut, mise en concurrence des personnels. Alors qu'une enquête de la DEPP démontre que les enseignants travaillent près de 43h par semaine en étant sous-payés, le gouvernement tente de remettre au goût du jour une vieille lubie libérale : « travailler plus pour gagner plus » alors que la profession est fatiguée, essorée ! Pire encore avec ces mesures irresponsables et dangereuses comme le Pacte ainsi que toutes ces annonces abracadabrantesques du ministre, c'est un travailler plus pour gagner moins qu'il nous propose. La FSU combattra toutes les mesures qui visent à rémunérer l'épuisement et à accroître les inégalités salariales entre les personnels et notamment celles entre les femmes et les hommes. À cela s'ajoutent les mensonges éhontés du ministre quant aux engagements de campagne d'Emmanuel Macron sur une revalorisation de 10% sans condition de l'ensemble des personnels, révélant ainsi tout le mépris du ministre mais surtout du Président pour l'Éducation Nationale et ses agents. Le mensonge et la manipulation ne peuvent constituer les principes d'une politique éducative. La FSU rappelle qu'elle exige une revalorisation d'ampleur sans conditions de l'ensemble des personnels, ainsi qu'un plan pluriannuel pour les pertes qu'ils ont subies ces dernières années.

C'est dans ce contexte que, dans l'Éducation Nationale se prépare douloureusement la rentrée 2023. Alors que dans notre académie la crise d'attractivité tend à devenir un élément structurel, la FSU déplore qu'aucune mesure ambitieuse ne soit prise par le gouvernement pour y remédier. Les personnels sont à bout de souffle et voient chaque année leurs conditions d'exercice se dégrader davantage, faute de moyens suffisants pour défendre un véritable service public d'éducation, juste et émancipateur. Comme la FSU le dénonce depuis des années, les politiques éducatives menées par les différents gouvernements ne font qu'aggraver les inégalités sociales et scolaires, comme le confirme la publication des IPS des écoles, collèges et lycées. Pour seule réponse à ces enjeux, le nouveau ministre, dans la continuité de son prédécesseur,

multiplie les annonces de dernière minute dans la presse, au mépris des enseignants. Il est ainsi annoncé que les heures de devoirs faits seront obligatoires à la rentrée 2023, sans que l'on sache comment le financement sera assuré dans les DHG. Que dire par ailleurs de la volonté de faire intervenir des professeurs des écoles en 6e, pour assurer du soutien en mathématiques et français, heure par ailleurs financée par la suppression inacceptable de l'enseignement de technologie en sixième ? Ajoutons enfin l'introduction en cinquième d'une demi-journée avenir, sans qu'on sache très bien comment elle sera organisée. Avec ces mesures, le ministre prétend guérir le collège qui serait « l'homme malade du système ». En lycée général et technologique, le ministère s'obstine à défendre la réforme, en niant ses conséquences délétères maintenant notoires et largement médiatisées : surcharge de travail, disciplines fragilisées, stress permanent lié au contrôle continu, accentuation des déterminismes sociaux en lien avec Parcoursup. Sans égard pour les personnels et élèves, le ministère bricole des ajustements de dernière minute, comme l'introduction des mathématiques en première pour les élèves ne suivant pas la spécialité. Encore une mesure qui accentue la complexité de l'organisation du lycée. La FSU rappelle son exigence de l'abandon de la réforme du lycée, du baccalauréat et de Parcoursup au profit d'un lycée garant de l'égalité et de la réussite de toutes et tous. Pour la voie professionnelle, la ministre Carole Grandjean envisageait d'imposer sa réforme des lycées professionnels entièrement à la rentrée 2023 mais c'était sans compter sur la mobilisation des personnels. Son recul ne signifie cependant pas que la ministre déléguée ait renoncé. Les vœux de cette dernière démontrent de manière éclatante le carcan idéologique dans lequel se trouvent le gouvernement et la ministre. En outre, comment ne pas être choqué des discours sur le succès du développement de l'apprentissage quand on sait que ce mode de formation ségrégatif a été abondamment financé par de l'argent public ?

S'agissant de l'ordre du jour qui nous occupe aujourd'hui, notre département n'échappe pas à la logique destructrice des politiques éducatives en place depuis de nombreuses décennies. En bon rouleau compresseur, il décline et applique avec rigueur et fermeté le modèle que l'académie et le ministère promeuvent sans vergogne.

Dans l'Essonne, en collège et SEGPA, c'est 926 élèves supplémentaires (c'est-à-dire l'équivalent de 30 classes) qui sont attendus par rapport aux prévisions 2022. On compte pourtant en collège et SEGPA, par rapport aux dotations initiales de l'an dernier, une augmentation de seulement 218,5 heures (c'est-à-dire l'équivalent d'environ 7 classes). L'augmentation des effectifs en collèges et en SEGPA sera donc financée de façon très insuffisante parce qu'elle sera absorbée par les effets de seuil que nous connaissons cette année et par une réduction drastique des marges des collèges : la rentrée 2023 sera encore marquée par une baisse générale des moyens, par une dégradation du taux d'encadrement et des conditions d'enseignement. Deux changements de barème sont opérés cette année pour les collèges : on augmente d'une part le nombre d'heures retirées aux dotations pour s'approcher le plus possible du modèle d'allocation retenu, on baisse d'autre part le nombre d'heures dédié à la marge IPS. Comment ne pas voir dans ces décisions une atteinte grave à l'autonomie des établissements et un déni cruel des difficultés du terrain ?

Dans l'Essonne, en lycée, c'est 194 élèves supplémentaires qui sont attendus par rapport aux prévisions 2022. On compte en lycée, par rapport aux dotations initiales de l'an dernier, une augmentation de 854 heures. Il faut dire que la rentrée en lycée cette année a fait l'objet d'un véritable scandale en mettant en lumière plusieurs centaines d'élèves mis d'emblée au ban de l'école, faute d'affectation conforme à leurs vœux d'orientation. Le CTSD bilan de rentrée qui s'est tenu au mois de novembre a fait état d'une hausse démographique moins spectaculaire que prévu que les dotations 2023 essaient de compenser par des ouvertures de divisions en voie professionnelle et en 1^{ère} STMG destinées à anticiper les difficultés que les familles des élèves les plus fragiles ont rencontrées cette année. Sur ce point, la FSU estime ces ouvertures insuffisantes au regard de l'importance des demandes en voie professionnelle et en filière STMG. On aurait pu croire que cette augmentation des dotations lycées étaient aussi dues au financement des groupes de mathématiques pour l'option du tronc commun que doivent suivre les élèves ne choisissant pas la spécialité

mathématiques. Il n'en est rien. À ce jour, seul un groupe (1,5 h) est financé pour chaque lycée ayant des 1ères générales, quel que soit le nombre de divisions de 1ère ! Le SNES-FSU dénonce fermement cette impréparation et ce refus de financer dès maintenant cette option au plus près des besoins des établissements.

Face aux atteintes au modèle social de notre pays ainsi qu'au service public et ses agents, la FSU invite tous les collèges et tous les lycées à dénoncer ce modèle d'allocation et à participer à toutes les actions en cours et à venir, pour exiger des moyens décents et pour offrir à l'ensemble de la communauté éducative de meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissage.